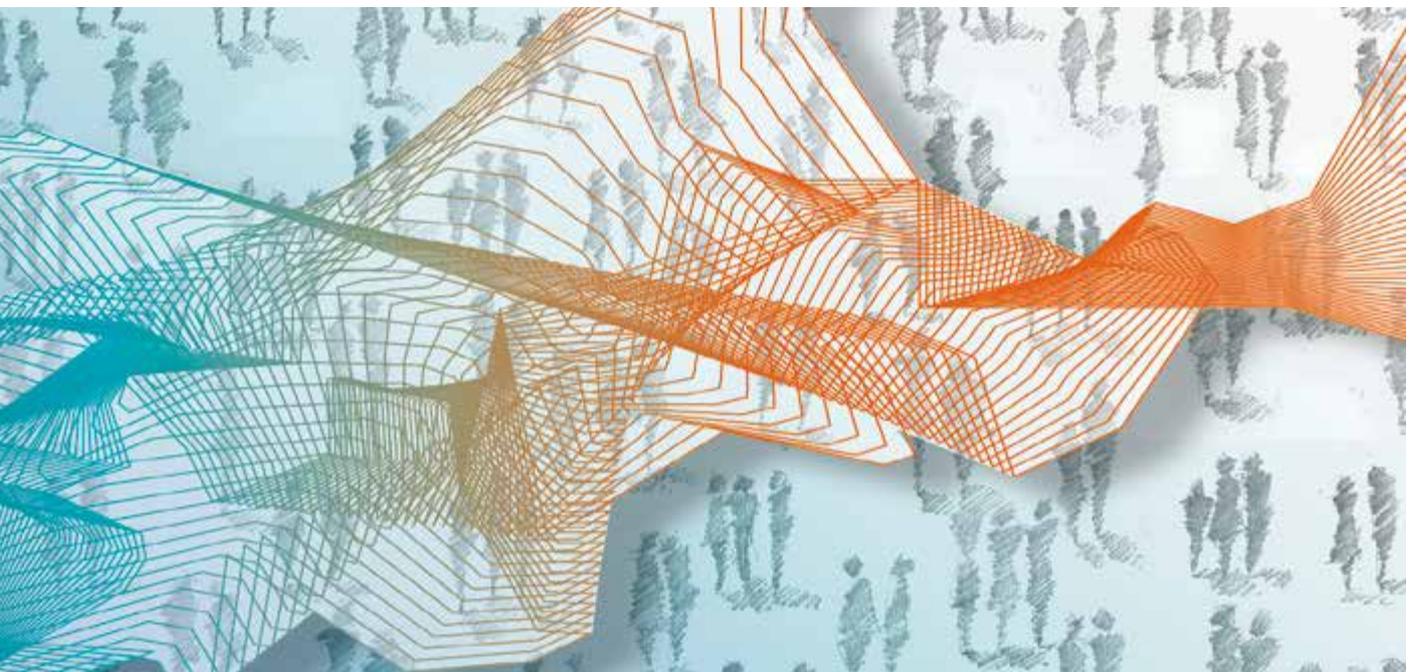




Institut des comptes nationaux



Comptes nationaux

Commentaires des évolutions récentes

Septembre 2015

© Institut des comptes nationaux
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.

La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciale est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1379-5333 (print)
ISSN 1780-4442 (online)

Table des matières

Commentaire	5
1. Activité économique	5
2. Demande	6
3. Marché du travail	6
4. Revenus et comptes des secteurs	7
Publications de l'ICN et personnes de contact	F1
Remarques générales	Fí
Signes conventionnels	Fï
Liste des abréviations	F9

Commentaire

1. Activité économique

Après deux années de stagnation, l'économie belge a redressé la tête en 2014, de concert avec celle de la zone euro. Sur l'ensemble de l'année, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a atteint 1,3 % en volume.

L'industrie est la branche d'activité qui réagit traditionnellement le plus vivement aux variations de la demande. En 2014, la valeur ajoutée industrielle a ainsi progressé de 1,7 % en volume.

L'évolution est restée plus modeste (1,2 %) dans les services marchands - qui regroupent le commerce, l'horeca, le transport et les communications, les services financiers, immobiliers et les autres services aux entreprises.

C'est dans la construction que l'activité s'est accrue le plus en 2014 (3,3 %), sous l'influence de conditions météorologiques exceptionnellement favorables au cours du premier trimestre de l'année.

La consolidation budgétaire menée par les gouvernements fédéral et régionaux s'est traduite par une croissance relativement modérée de la valeur ajoutée des services non marchands (0,8 %), qui englobent essentiellement l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

TABLEAU 1 VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, EN VOLUME
(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	2011	2012	2013	2014
Agriculture	0,8	-0,8	-11,7	1,8
Industrie et énergie	1,4	-1,5	0,9	1,7
Construction	6,0	0,8	-1,5	3,3
Services marchands	2,6	-0,3	-0,2	1,2
Commerce, réparation, transport, hébergement et restauration	0,9	-0,8	-1,2	0,0
Information et communications	2,2	1,9	-3,6	1,3
Services financiers	5,1	4,7	-3,0	3,8
Activités immobilières	1,8	0,3	0,1	1,2
Services aux entreprises	4,9	-3,1	3,8	1,9
Services non-marchands	0,8	2,0	0,4	0,8
Administration publique et enseignement	0,4	1,2	0,9	1,0
Santé humaine et action sociale	0,8	3,7	-0,3	0,6
Autres services aux personnes	3,0	2,0	0,0	0,2
Produit intérieur brut	1,8	0,2	0,0	1,3

Source : ICN.

2. Demande

L'expansion de l'activité économique enregistrée en 2014 a été principalement soutenue par le dynamisme des investissements. Alors que la formation brute de capital fixe s'était encore sensiblement contractée en 2013, elle s'est inscrite en très forte hausse en 2014, la croissance atteignant au total 7,0 %. Tous les acteurs économiques y ont contribué, qu'il s'agisse des entreprises (8,0 %)¹, des ménages au travers de la construction résidentielle (5,7 %) ou des administrations publiques (4,0 %).

La consommation privée, qui regroupe la consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif à leur service, a également progressé en volume en 2014, mais de façon nettement plus modeste (0,4 %), au même titre que la consommation publique (0,6 %), sans doute affectée par la consolidation budgétaire.

Les débouchés extérieurs ont largement alimenté la croissance économique belge. La reprise économique observée dans l'ensemble de la zone euro s'est traduite par une accélération marquée des exportations de biens et, surtout, de services, dont la croissance a atteint 5,4 % sur l'ensemble de l'année 2014. Dans la mesure où, dans le même temps, les importations de biens et services ont encore progressé plus rapidement (5,9 %), sous l'effet des quelques opérations d'investissement exceptionnelles évoquées, les exportations nettes ont néanmoins contribué négativement à la croissance (-0,4 point de pourcentage).

TABLEAU 2 PRINCIPALES CATEGORIES DE DEPENSES, EN VOLUME
(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	2011	2012	2013	2014
Dépenses de consommation finale des ménages et ISBL au service des ménages	0,3	0,6	0,9	0,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,3	1,5	-0,1	0,6
Formation brute de capital fixe	4,2	0,2	-1,7	7,0
<i>Entreprises</i>	6,5	0,0	-0,5	8,0
<i>Logements</i>	-2,5	-0,1	-4,1	5,7
<i>Administrations publiques</i>	5,9	2,1	-3,7	4,0
Variation des stocks ¹	0,7	-0,9	-0,7	-0,2
<i>p.m. Dépenses intérieures à l'exclusion de la variation des stocks</i>	1,4	0,7	0,0	1,9
Exportations de biens et de services	6,7	1,8	1,6	5,4
Importations de biens et de services	7,3	1,4	0,8	5,9
<i>p.m. Exportations nettes de biens et de services¹</i>	-0,3	0,3	0,7	-0,4
Produit intérieur brut	1,8	0,2	0,0	1,3

Source: ICN.

¹ Contribution à la croissance du PIB.

3. Marché du travail

L'emploi intérieur exprimé en nombre de personnes a augmenté en 2014 de 15 600 personnes (+0,3 %). Tant l'emploi indépendant que l'emploi salarié ont augmenté, respectivement de 7 100 (+0,9 %) et 8 500 personnes (+0,2 %).

L'emploi indépendant a constamment augmenté depuis une dizaine d'années, soutenant ainsi la création d'emplois dans l'économie. Si la progression du nombre d'indépendants a été en 2014 du même ordre de grandeur qu'en 2013 – de l'ordre de 0,8-0,9 % –, celle du volume de travail s'est accélérée (+1,1 % en 2014 contre +0,3 % l'année précédente). Le temps de travail moyen par indépendant a ainsi augmenté.

¹ La forte croissance des investissements des entreprises (8,0%) s'explique néanmoins pour moitié par des opérations exceptionnelles, à savoir l'achat d'un brevet étranger par une entreprise pharmaceutique et par l'achat d'une flotte de 15 supertankers par un important armateur belge.

Du côté de l'emploi salarié, la hausse du nombre d'heures de travail prestées (+0,3 %) a été légèrement plus élevée que celle du nombre de personnes occupées.

Le retour à la croissance de l'emploi salarié en 2014 a découlé d'évolutions favorables dans les branches de l'agriculture (+3 % contre +0,3 % en 2013), de l'administration et de l'enseignement (+0,6 % contre +0,3 % en 2013) et des autres services (+0,9 % contre -0,4 % en 2013). Ces résultats sont confirmés au niveau du volume de travail. Par contre, dans l'industrie et la construction, l'emploi salarié a continué à chuter en 2014, respectivement de -2,1 % et -2,9 %. Dans l'industrie, le volume de travail s'est contracté dans une même mesure que l'emploi. Dans la construction, les pertes d'emploi importantes ont toutefois été amoindries par une hausse du nombre d'heures prestées par travailleur. Le volume de travail s'y est en effet contracté de 0,3 %, soit nettement moins que le nombre de travailleurs occupés.

TABEAU 3 EMPLOI INTÉRIEUR
(moyennes annuelles, variation à un an d'écart, sauf mention contraire)

	2011		2012		2013		2014		Niveau 2014
Emploi intérieur									
<i>Milliers de personnes (% entre parenthèses)</i>									
Indépendants	8,0	(1,1)	7,8	(1,1)	5,9	(0,8)	7,1	(0,9)	755,7
Salariés	53,3	(1,4)	8,3	(0,2)	-23,6	(-0,6)	8,5	(0,2)	3 793,6
Total	61,3	(1,4)	16,1	(0,4)	-17,7	(-0,4)	15,6	(0,3)	4 549,3
<i>Millions d'heures (% entre parenthèses)</i>									
Indépendants	43,1	(2,7)	12,7	(0,8)	5,3	(0,3)	18,5	(1,1)	1 675,0
Salariés	114,1	(2,1)	14,3	(0,3)	-41,8	(-0,8)	14,6	(0,3)	5 422,1
Total	157,2	(2,3)	27,0	(0,4)	-36,4	(-0,5)	33,1	(0,5)	7 097,1
Emploi salarié									
<i>Milliers de personnes (% entre parenthèses)</i>									
Agriculture	0,6	(3,0)	0,6	(3,0)	0,1	(0,3)	0,6	(3,0)	21,7
Industrie et énergie	3,0	(0,5)	-7,4	(-1,3)	-12,4	(-2,2)	-11,7	(-2,1)	540,4
Construction	2,7	(1,3)	-0,3	(-0,1)	-4,9	(-2,3)	-6,1	(-2,9)	203,9
Administration publique et enseignement	5,0	(0,6)	1,7	(0,2)	2,7	(0,3)	5,1	(0,6)	804,6
Autres services	41,9	(1,9)	13,7	(0,6)	-9,2	(-0,4)	20,6	(0,9)	2 223,0
Total	53,3	(1,4)	8,3	(0,2)	-23,6	(-0,6)	8,5	(0,2)	3 793,6
<i>Millions d'heures (% entre parenthèses)</i>									
Agriculture	1,8	(6,4)	0,7	(2,4)	0,6	(2,0)	1,4	(4,5)	32,8
Industrie et énergie	14,5	(1,7)	-14,2	(-1,6)	-17,8	(-2,1)	-16,8	(-2,0)	832,4
Construction	20,0	(6,7)	-5,9	(-1,8)	-10,3	(-3,3)	-1,0	(-0,3)	302,4
Administration publique et enseignement	7,7	(0,7)	9,8	(0,9)	0,7	(0,1)	7,5	(0,7)	1 147,8
Autres services	70,1	(2,3)	23,9	(0,8)	-14,9	(-0,5)	23,5	(0,8)	3 106,6
Total	114,1	(2,1)	14,3	(0,3)	-41,8	(-0,8)	14,6	(0,3)	5 422,1

Source : ICN.

4. Revenus et comptes des secteurs

Malgré la meilleure tenue du volume de travail, la rémunération des salariés a progressé moins rapidement en 2014 que l'année précédente (+1,2 % à prix courants, contre +2,0 % en 2013). La progression des salaires horaires s'est en effet ralentie sous l'effet de la faible inflation, qui a permis de contenir l'augmentation automatique des salaires dans le secteur privé et a évité l'indexation dans le secteur public. En 2014, la part de la rémunération des salariés dans le PIB a atteint 51,0 %, en baisse d'un demi-point de pourcentage par rapport à 2013.

En 2014, les salaires bruts et les cotisations sociales à la charge des employeurs ont progressé quasiment au même rythme.

L'excédent brut d'exploitation a augmenté plus rapidement en 2014 qu'en 2013 (+3,8 % contre +0,9 %) sous l'effet d'une accélération des résultats des sociétés et des revenus locatifs des ménages. Le revenu mixte brut, qui correspond aux revenus des indépendants, s'est en revanche stabilisé en 2014 après une faible progression l'année précédente.

TABLEAU 4 CATÉGORIES DE REVENUS
(prix courants, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	2011	2012	2013	2014	Poids en 2014
Rémunérations des salariés	4,6	3,5	2,0	1,2	51,0 %
<i>Salaires et traitements bruts</i>	4,7	3,2	1,5	1,2	36,7 %
<i>Cotisations sociales à la charge des employeurs</i>	4,2	4,1	3,3	1,1	14,3 %
Excédent brut d'exploitation	3,6	-1,0	0,9	3,8	33,0 %
<i>Excédent brut d'exploitation des sociétés et des administrations publiques</i>	4,0	-1,3	0,9	3,6	27,1 %
<i>Excédent brut d'exploitation des ménages et ISBL au service des ménages</i>	1,8	0,4	0,6	4,5	5,9 %
Revenu mixte brut	2,1	2,0	1,2	-0,1	6,3 %
Impôts, nets de subsides, sur la production et les importations	1,9	6,8	0,0	2,0	9,7 %
Produit intérieur brut	3,8	2,2	1,4	2,0	100,0 %

Source: ICN.

Après trois années de baisse, le taux de marge des *sociétés* (sociétés financières et sociétés non financières confondues), soit l'excédent d'exploitation généré par unité de valeur ajoutée, s'est redressé de 0,7 point de pourcentage en 2014. Il a ainsi atteint 41,1 %. L'épargne des sociétés, qui est mesurée après la prise en compte des revenus de la propriété payés et reçus ainsi que des opérations de redistribution secondaire des revenus, s'est plus fortement accrue, de 1,3 point de pourcentage, pour s'établir à 27,2 % de la valeur ajoutée. Cette évolution découle d'une plus forte contraction des revenus de la propriété versés par les sociétés, par rapport aux revenus perçus. L'augmentation de l'épargne des sociétés s'est accompagnée d'une hausse de leurs investissements – le taux d'investissement étant passé de 23,4 % en 2013 à 24,9 % en 2014 –, si bien que la capacité de financement des sociétés n'a que très faiblement progressé en 2014 pour s'établir à 2,8 %.

Pour l'ensemble des *administrations publiques*, le solde de financement établi selon les normes du SEC 2010 a présenté un déficit de 3,1 % du PIB en 2014, contre 2,9 % en 2013.

La progression des revenus primaires bruts des *ménages* (y compris les ISBLSM) a été contenue (+1,0 %) en 2014, contre 1,2 % un an plus tôt. La rémunération des salariés et les revenus nets de la propriété perçus ont participé à ce ralentissement. Le revenu disponible brut des ménages – lequel est calculé après la prise en compte des opérations de distribution secondaire des revenus, notamment le paiement des impôts directs et la perception des prestations sociales – a progressé dans la ligne de l'évolution des revenus primaires, de 1,1 % en 2014, contre 0,5 % l'année précédente. Les ménages ont augmenté leur consommation finale de 0,9 % en 2014, soit une hausse un peu plus ténue que celle de leur revenu disponible. Au final, le taux d'épargne des ménages s'est légèrement accru pour se chiffrer à 12,6 %. Ce niveau reste bas si on le compare à celui de près de 18 % enregistré en 2009.

Comparativement à l'évolution atone de la consommation privée, celle des investissements des ménages a été plus dynamique. La formation brute de capital fixe, qui dans le cas des ménages est essentiellement constituée des investissements en logement, a en effet enregistré une hausse de 6,1 % en 2014. Les investissements des ménages ont ainsi représenté 10,1 % du revenu disponible, contre 9,6 % en 2013. L'évolution de l'épargne combinée à celle des investissements s'est traduite par une contraction de la capacité de financement des ménages. Cette dernière s'est chiffrée à 0,9 % du PIB en 2014, alors qu'elle était de 1,2 % en 2013.

L'*économie domestique*, tous secteurs confondus, a dégagé une capacité de financement vis-à-vis du reste du monde de 0,6 % du PIB, contre 0,9 % l'année précédente. Cette contraction trouve son origine dans l'évolution du solde des échanges extérieurs des biens et services qui, tout en restant favorable à la Belgique, s'est réduit de 0,4 point de pourcentage en 2014, largement en raison des opérations exceptionnelles d'investissement évoquées précédemment.

TABLEAU 5 SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS
(pourcentages, prix courants)

	2011	2012	2013	2014
Sociétés¹				
Taux de marge (excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée brute)	41,9	40,5	40,4	41,1
Taux d'épargne (épargne brute/valeur ajoutée brute)	27,0	27,6	25,9	27,2
Taux d'investissement (formation brute de capitale fixe/valeur ajoutée brute)	23,5	23,6	23,4	24,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement/PIB	2,0	4,2	2,7	2,8
Administrations publiques				
Capacité (+) ou besoin (-) de financement / PIB	-4,1	-4,1	-2,9	-3,1
Ménages²				
Revenu primaire brut (variation par rapport à l'année précédente)	2,8	2,5	1,2	1,0
Revenu disponible brut (variation par rapport à l'année précédente)	2,0	2,6	0,5	1,1
Consommation finale (variation par rapport à l'année précédente)	3,4	2,6	2,0	0,9
Taux d'épargne (épargne brute/revenu disponible brut)	13,6	13,5	12,3	12,6
Taux d'investissement (formation brute de capitale fixe/revenu disponible brut)	10,0	9,9	9,6	10,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement / PIB	2,1	2,0	1,2	0,9
Reste du monde				
Solde des échanges extérieurs de biens et services / PIB	-0,5	-0,6	-1,3	-0,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement / PIB	0,0	-2,1	-0,9	-0,6

Source : ICN.

1 Sociétés non financières et sociétés financières.

2 Y compris les ISBL au service des ménages.

Publications de l'ICN - Personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<https://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat Online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin septembre. Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs, le stock de capital et le marché du travail.

2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours. Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 60 jours après la fin du trimestre.

3. Comptes des secteurs institutionnels

Les comptes annuels des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés à la fin du mois de septembre dans la base de données NBB.Stat de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde.

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, environ 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques.

4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du

secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

7. Personnes de contact

Méthodologie

Geert Detombe Tél. +32 2 221 30 40 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: geert.detombe@nbb.be

Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn Tél. +32 2 221 30 38 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: hans.dedyn@nbb.be

Optique dépenses du PIB et stock de capital

Isabelle Brumagne Tél. +32 2 221 28 77 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: isabelle.brumagne@nbb.be

Comptes des secteurs et compte satellite des ISBL

Béatrice Thiry Tél. +32 2 221 55 34 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: beatrice.thiry@nbb.be

Comptes des administrations publiques

Claude Modart Tél. +32 2 221 30 26 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: claudemodart@nbb.be

Comptes trimestriels et estimation flash

Yannick Rombauts Tél. +32 2 221 26 93 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: yannick.rombauts@nbb.be

Comptes régionaux et marché du travail

Monica Maesele Tél. +32 2 221 30 28 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: monica.maesele@nbb.be

Diffusion des séries (consultations en ligne)

Kristof Segers Tél. +32 2 221 38 70 Fax +32 2 221 32 30
e-mail : kristof.segers@nbb.be

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le [calendrier de publication](#) des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISSN	International Standard Serial Number
PIB	Produit intérieur brut
SEC	Système européen des comptes

Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "[e-service](#)", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Via la rubrique "[Print-on-demand](#)", il y a la possibilité de commander une version papier de cette publication contre paiement.

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30
nationalaccounts@nbb.be

Editeur responsable

Rudi Acx

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique

Société anonyme

RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340

Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles

www.nbb.be

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale

Couverture: BNB AG - Prepress & Image

Publié en septembre 2015